15e année
numéro 287

la révolution prolétarienne

25 Janvier 1939
prix : 2 francs

revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél. : **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 287

(25 janvier 1939)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

L'intervention en Espagne et la question coloniale

Le discours dont nous publions aujourd'hui la première partie de la traduction a été prononcé par Luis Araquistain, membre du Parti Ouvrier espagnol, ancien ambassadeur d'Espagne à Paris, le 17 avril 1938, à l'Athénée de Barcelone. Il a fait l'objet d'une brochure en espagnol, éditée une première fois à Barcelone, puis à Mahon dans l'île républicaine de Minorque, et enfin, à deux reprises à Madrid, par les soins du groupe syndical socialiste des Transports.

Il nous a paru que, même près d'un an après avoir été prononcé, ce discours n'avait rien perdu de son actualité; au contraire, du fait que la question coloniale est maintenant ouvertement posée par la principale Puissance qui intervient en Espagne.

Trois inconnues

J'ai d'abord à faire une déclaration. Je sens que le titre de cette conférence a suscité de faux espoirs. Si quelqu'un croit que je vais révéler de graves secrets diplomatiques, écrits ou verbaux, il se trompe. Je confesse humblement que je n'ai aucun secret à révéler. S'il existe des accords secrets entre les Puissances au sujet de la guerre d'Espagne — et tout porte à croire qu'il y en a — un Espagnol, même ambassdauer ou ancien ambassadeur, sera le dernier à les connaître, parce que l'un des moyens les plus efficaces pour faire aboutir la conspiration internationale ourdie contre l'Espagne est précisément de nous cacher la vérité sur les mobiles et les projets de ceux qui nous attaquent et de ceux qui les laissent nous attaquer. On craint sans doute que nous fassions un mauvais usage de la vérité, que nous la criions au monde, que nous la criions, surtout, aux peuples que leurs gouvernements trompent, en même temps qu'ils nous trompent. Parce que le mensonge, quel qu'il soit, est évident. Sur la vérité première que voici il ne saurait y avoir de discussion : jamais il n'y a eu dans l'histoire, contre aucun peuple, un complot aussi vil et aussi bassement hypocrite que celui ourdi contre la République espagnole par les Grandes Puissances, sous le fallacieux prétexte de la non-intervention.

La vérité que nous avons à chercher est autre. Ce que nous savons est insuffisant pour la découvrir. Un jour, l'histoire nous complétera; elle recherchera quels pactes conclurent l'Allemagne et l'Italie, l'Angleterre et la France, l'Italie et l'Angleterre. Pour le moment, cela ne nous intéresse pas, parce que ce n'est pas non plus dans ces pactes, réels ou présumés, qu'on trouvera la vérité dernière, qui est l'agression des uns et la passivité ou la complicité des autres. Cette vérité dernière n'est pas renfermée en quelques documents plus ou moins secrets, elle ne montre même pas sa face livide à travers les conversations diplomatiques les plus confidentielles, parce que, dans un monde basé sur l'hypocrisie, elle est généralement trop laide pour être avouée. Cette vérité dernière de l'histoire se trouve au delà des actes publics, des traités publics ou secrets, et de toutes les criailleries pseudo-idéologiques qui tendent à justifier, pour les uns, leur agression contre la République, pour les autres, leur abstention — au nom de la paix! — devant le crime. Rechercher cette vérité est notre dessein.

Le problème comporte trois inconnues principales :

1° Pourquoi l'Italie et l'Allemagne attaquent-elles la République espagnole ?

2° Pourquoi le gouvernement français, malgré ses sympathies pour l'Espagne républicaine, a-t-il proposé, dès le début, la non-intervention, et accepte-t-il, ensuite, que, sous le couvert de la tragique farce de la non-intervention, l'Italie et l'Allemagne continuent à nous attaquer?

3° Pourquoi le gouvernement anglais, sous le couvert hypocrite du Comité de non-intervention, veut-il le triomphe des factieux en Espagne, et agit-il dans ce sens?

Le dépit de l'Italie

Répondons à ces questions dans l'ordre où nous les avons posées.

Pourquoi l'Italie fasciste et l'Allemagne nationale-socialiste ont-elles organisé avec les factieux une insurrection militaire en Espagne — ce qui n'est pas douteux — et les ont-ils aidés d'abord avec du matériel de guerre, des techniciens et, probablement, de l'argent, ensuite, vu l'insuffisance de cet appui, avec de nombreuses troupes régulières, ces troupes que l'humoriste Comité de Londres connaît sous l'euphémisme de « volontaires » ?

Avaient-elles quelque grief contre la République espagnole? Autant que l'on sache, l'Italie ne pouvait avoir d'autre grief que celui-ci : que l'Espagne républicaine avait, en fait, laissé dormir le traité d'amitié et de neutralité signé en 1926 entre Mussolini et Primo de Rivera. Ce qui signifiait que la République espagnole ne paraissait pas disposée à se mouvoir dans l'orbite de la politique méditerranéenne de l'Italie. C'est une question de savoir si cette attitude de l'Espagne fut habile ou non, à laquelle on ne peut, pour le moment, répondre, surtout à cause de l'ignorance où l'on est du contenu exact de ce traité. Plusieurs auteurs prétendent en effet qu'il contenait des clauses secrètes, en vertu desquelles l'Espagne s'engageait, en cas de guerre, à mettre les Baléares à la disposition de l'Italie et à ne pas permettre le passage des troupes coloniales françaises par l'Espagne. Dans un livre récent (1) Geneviève Tabouis affirme que l'ex-roi Alphonse XIII emporta avec lui la partie du traité renfermant ces clauses lorsqu'il dut quitter l'Espagne, et que celle-ci est aujourd'hui entre les mains d'un aristocrate espagnol qui se propose de la publier à la fin des hostilités. Ce qu'il y a de vrai ou non dans cette assertion l'avenir le dira.

La fable de la bolchevisation de l'Espagne

Mais, même en supposant qu'un tel traité

(1) Geneviève Tabouis : *Blackmail or war*, p. 58. Londres 1938. D'après H. Hummel et W. Siewert (*la Méditerranée*, Paris, 1937), cet accord secret fut conclu avec le consentement de l'Angleterre. Pages 251 et 252.

secret existait, il est évident que l'Italie ne pouvait fonder son intervention sur le fait que la République aurait abandonné ce traité. L'Angleterre et la France n'auraient pas permis une telle modification avouée du *statu quo* en Méditerranée. Il fallait inventer un autre prétexte. Ce prétexte fut le bolchevisme. Selon Hitler et Mussolini l'Espagne se bolchevisait, et c'est ce qu'elles ne pouvaient tolérer.

De même que la Sainte-Alliance était intervenue en Espagne en 1823, sous le prétexte de supprimer la Constitution de Cadix (2) qui avait été rétablie en 1820, mais, en réalité, pour voir s'il ne serait pas possible de conserver à la dynastie des Bourbons les colonies espagnoles d'Amérique, seule chose qui intéressait la France de Louis XVIII, de même, aujourd'hui, la nouvelle Sainte-Alliance fasciste a porté la guerre dans notre pays sous le prétexte de supprimer la Constitution de 1931, qualifiée de bolchevique par les Etats totalitaires du centre et du sud de l'Europe, mais peut-être bien, comme nous le verrons par la suite, avec des buts coloniaux dans ce cas aussi.

Le prétexte de la bolchevisation ne résiste pas à la moindre analyse.

On ne peut accepter comme sincère l'aversion que témoignent en 1936, à l'égard du communisme, l'Allemagne et l'Italie totalitaires. Il y a des textes et des actes qui démontrent le contraire : ce sont les efforts de Mussolini et d'Hitler pour attirer l'U.R.S.S. dans leur orbite diplomatique et militaire. Citons-en quelques-uns.

L'Italie est le second pays qui a reconnu, le 8 février 1924, la Russie soviétique; quelques jours auparavant, le 22 janvier, celle-ci avait été reconnue par Ramsay Macdonald, chef du gouvernement travailliste anglais, mais l'ambassadeur italien arriva au Kremlin avant celui d'Angleterre. Le transfuge du socialisme, et celui qui allait en être bientôt un, lui aussi, rivalisaient de courtoisie à l'égard du pays de la révolution prolétarienne. Peut-être voulaient-ils ainsi tranquilliser leurs consciences!

Mussolini se démena pendant des années afin de consolider son amitié avec le gouvernement soviétique. En 1929 il envoya le général Balbo, à la tête d'une escadrille d'hydravions, rendre officiellement visite aux ports russes de la mer Noire. En 1933, une flottille de sous-marins italiens visita Tiflis et Batoum. En conclusion, on signa des traités de commerce, et l'Italie consentit à la Russie des crédits importants. Une flottille soviétique rendit, en octobre 1933, la visite des sous-marins italiens. Peu auparavant, le 2 septembre 1933, l'Italie et la Russie avaient signé un traité d'amitié et de neutralité, semblable à celui signé par l'Italie et Primo de Rivera en 1926. Au mois de décembre de la même année, Litvinov scella tous ces accords et ces actes de courtoisie par une visite à Rome, à Mussolini, qui l'avait spécialement invité. Il fut reçu avec les plus grands honneurs, plus que comme un ministre, comme un véritable chef d'Etat. On aurait dit que pour Mussolini toutes différences entre fascisme et bolchevisme étaient abolies.

Je vais vous citer quelques paroles vraiment étranges :

Les deux grandes révolutions, la fasciste et la bolchevique, se joignent les mains afin de s'entendre mutuellement, de travailler ensemble et d'attirer à leurs côtés les autres pays. Les deux gouvernements, placés entre le passé et l'avenir, réaliseront probablement, d'un commun accord, les nouveaux destins de l'humanité.

Ces phrases n'on pas été écrites par Azana, ni par aucun chef de gouvernement de notre République prétendue bolchevisante, cela a été écrit par Mussolini lui-même dans son journal le *Popolo d'Italia*, à propos du traité de septembre 1933. Le communisme n'était pas encore un péril pour la civilisation !

Le cas d'Hitler est très semblable, bien qu'on trouve chez lui moins d'inconséquences que chez Mussolini. Lorsqu'il était dans l'opposition, Hitler abhorrait le communisme soviétique, mais, une fois arrivé au pouvoir, il essaya, tout comme Mussolini, de gagner ses bonnes grâces. En mars 1933, Hitler dit dans un discours : « En ce qui concerne les Soviets, le gouvernement du Reich a l'intention de suivre une politique amicale et fructueuse pour les deux pays ». Cette politique se traduisit, peu après, par un traité d'amitié et de neutralité entre l'Allemagne et la Russie qui était un renouvellement, pour jusqu'en 1938, de celui qui avait expiré en 1931 et que n'avaient pas voulu proroger les gouvernements de la République allemande. Signe-t-on des traités d'amitié avec ce que l'on prétend tellement haïr? Et donne-t-on des crédits à qui l'on hait? C'est pourtant ce que fit Hitler qui consentit à la Russie, en 1933, après la signature du traité d'amitié, un crédit de 200 millions de marks. En 1935, les anciennes dettes ayant été remboursées, l'Allemagne ouvrit à la Russie un nouveau crédit de 500 millions de marks pour une durée de dix ans. L'année suivante, l'U.R.S.S. recevait un autre crédit de 200 millions de marks. Enfin, on prépara un nouveau crédit de 300 millions de marks avec cette condition quelque peu surprenante : que les 40% de ces 300 millions seraient employés par la Russie pour acheter de l'armement en Allemagne. Hitler était prêt à armer les Soviets contre l'Allemagne elle-même, et contre cette civilisation dont le fascisme italo-allemand s'érige maintenant le grand défenseur! Etait-ce le moyen d'en finir dans le monde avec le bolchevisme, et de sauver les sacro-saints principes de la société que l'U.R.S.S. mettait en péril?

Tout cela est cependant relaté dans une des revues anglaises les plus sérieuses, la *Contemporary Review* (3).

Le vrai motif de l'anticommunisme du fascisme

Tout d'un coup, l'attitude de l'Allemagne et de l'Italie à l'égard de la Russie change radicalement. Une campagne d'extrême violence commence contre le « péril rouge », qui coïncide avec les préparatifs d'agression contre la République espagnole. Qu'est-il arrivé?

Il est arrivé un événement de la plus haute importance dans l'histoire politique de l'Europe d'aujourd'hui : le pacte franco-soviétique. Laval le signe le 2 mai 1935, mais il se charge lui-même d'en minimiser l'importance,

(2) Cette constitution, élaborée et votée par le premier Parlement espagnol réuni à Cadix en 1811, s'inspirait directement des principes de la Révolution française. (*Note du traducteur*).

(3) Cité par E. N. Dzelepy dans *le Complot espagnol*, Londres 1937, pages 34 et suivantes. Une traduction de ce livre en espagnol avait été préparée par José Bergamin. Où s'est-elle arrêtée? Quelqu'un avait-il intérêt à ce qu'elle ne soit pas publiée en Espagne? Quelle pitié!

afin de tranquilliser les Allemands. Si nous en croyons Georges Mandel, l'objet principal du traité était d'empêcher que l'Allemagne et la Russie ne s'entendent. Pour Laval ce n'est même pas cela. Quand, en effet, peu après, il va à Moscou, il demande à Staline deux choses : inviter les communistes français à ne pas combattre la politique militaire de la France, et ne pas lui faire la guerre dans son fief d'Aubervilliers lors des prochaines élections municipales. C'est à cela que se réduisent les préoccupations de ce sinistre représentant de la bourgeoisie française, au moment où il concluait un pacte qui allait avoir d'incalculables conséquences internationales.

En même temps qu'il arrive à Moscou, Laval télégraphie au gouvernement allemand, pour lui donner des explications sur son voyage. Mais Hitler ne se tranquillise pas, et manœuvre contre le pacte franco-soviétique dont la ratification et l'entrée en vigueur effective l'obligeraient à renoncer à beaucoup de ses rêves en ce qui concerne la Russie. C'est en effet une vieille idée d'Hitler, une des idées centrales de *Mein Kampf*, que l'avenir de l'Allemagne n'est pas à l'Ouest ni sur les grands océans comme le pensait Guillaume II à l'inverse de Bismarck qui était profondément terrien, mais que son expansion doit se faire à l'Est. Les greniers de l'Ukraine, les riches gisements de matières premières qui abondent dans les autres régions de la Russie, et dont l'Allemagne est plus ou moins totalement dépourvue, exercèrent toujours une véritable fascination sur l'esprit d'Hitler. Peut-être fût-ce cette hantise de la richesse russe qui lui fit oublier son anticommunisme à son arrivée au pouvoir, et lui fit rechercher des accords commerciaux et diplomatiques avec le régime soviétique.

Mais la Russie ayant eu à opter entre l'Allemagne et la France se décida pour cette dernière. Alors que Laval s'arrête à Berlin, à son retour de Moscou et de Varsovie où il a été assister aux funérailles de Pilsudski, Litvinov revient de Varsovie à Moscou sans pousser jusqu'à Berlin. Qu'est-ce qui a amené la Russie à s'écarter de l'Allemagne et à rechercher l'amitié de la France? Pressent-elle que, sous la cape tentatrice des crédits et du traité d'amitié se cache le poing d'un faux ami? Craint-elle que Hitler ne la frappe dans le dos pendant qu'il la tient embrassée? Est-ce qu'Hitler a des complices ou des alliés en Russie? C'est probable (4).

La lutte contre le pacte franco-soviétique

Ce qu'il y a de sûr, c'est que dès qu'Hitler se convainc que le pacte franco-soviétique peut servir à quelque chose de plus qu'à faire des communistes français des garçons tranquilles et d'assurer à Laval ses élections d'Aubervilliers, la série des actes de force commence : occupation de la zone démilitarisée du Rhin en mars 1936, et intervention en Espagne en juillet de la même année. Un peu plus tard, en 1938, Hitler fera son coup contre l'indépendance de l'Autriche. Cette politique d'Hitler est très claire : en une première période, elle consiste à maintenir séparées la France et la Russie, soit pour s'allier à l'une contre l'autre, soit, ce qui est plus vraisemblable, pour les attaquer successivement l'une et l'autre; par la suite, à partir de la signature du pacte franco-soviétique en mai 1935 jusqu'aux premiers mois de 1936, elle consiste à chercher à détruire ce traité par des moyens diplomatiques, pour, finalement, étant donné que ce traité rencontre chaque jour davantage l'approbation de la France, le rendre inopérant malgré vents et marées ou, tout au moins, réduire grandement son efficacité militaire au moyen des actes de force ci-dessus mentionnés.

Il n'est pas douteux que la réoccupation de la Rhénanie par l'Allemagne et l'intervention italo-allemande en Espagne a réduit la valeur militaire du pacte franco-soviétique. Pensez à ce qui arriverait si l'Espagne devenait un Etat fasciste, vassal des Puissances totalitaires. Le pacte franco-soviétique perdrait de ce fait une grande part de sa valeur. Tel est donc probablement le premier objectif de l'agression allemande contre l'Espagne : se procurer un allié et un point d'appui contre une alliance qu'on n'a pu éviter ni détruire par d'autres moyens.

La Russie fidèle à la République espagnole

La Russie a vu toute la portée de l'intervention en Espagne sur le pacte franco-soviétique, mais la France ne l'a pas vue encore, ou, tout au moins, pas avec autant de netteté. C'est ce qui explique la différence de conduite de ces deux Etats à l'égard de la guerre espagnole. Je suis sûr que, même sans le pacte franco-soviétique, la Russie nous aurait vendu du matériel de guerre (5), surtout après les infractions prouvées commises par l'Italie et l'Allemagne au pacte de non-intervention, ainsi qu'elle le fit en reprenant publiquement, en face de ces violations, sa liberté d'action. Le prolétariat international et le prolétariat russe, devant la défection des gouvernements francais, anglais et de la Société des Nations à l'égard de l'agression commise contre la République espagnole et de l'invasion étrangère, exigèrent cette fourniture de la part de l'Etat soviétique, et la Russie ne s'y déroba point.

Mais cette obligation morale, dont le prolétariat russe et celui des autres pays réclamèrent l'accomplissement, coïncidait avec les intérêts de la politique extérieure russe. En collaborant à notre défense par des fournitures de matériel de guerre, le gouvernement russe n'agissait pas seulement en faveur de l'indépendance de l'Espagne et de son régime républicain, mais également en faveur du pacte franco-soviétique, c'est-à-dire des frontières de la France et de ses propres frontières. C'est ce que n'ont pas vu, ou pas voulu voir d'autres pays, pas même la France, aveuglée par des aspects secondaires du problème et portée à considérer notre guerre comme un simple conflit de politique intérieure. Dès le premier moment, la Russie eut la vision claire et entière, pleine-

(4) Je fais allusion aux relations probables entre les Allemands et les huit généraux russes, dont le maréchal Toukhachevsky, qui furent fusillés en juin 1937. Le procès se passa à huis clos et les pièces n'en furent pas publiées, contrairement à ce qui eut lieu, pour les procès Zinoviev-Kamenev, Boukharine, entre autres. Tant que ces pièces n'auront pas vu le jour, on ne saura pas bien de quoi les généraux ont été coupables, mais le fait qu'on ne les publie pas pourrait être un indice que l'Allemagne aussi avait cherché à renverser Staline. A cet égard sont intéressantes les conclusions de John Gunther dans *A l'intérieur de l'Europe*, pages 503 et suivantes. Londres 1937.

(5) Nous en sommes beaucoup moins sûrs que l'auteur. (*Note du traducteur*).

ment réaliste, de la signification européenne de la guerre espagnole, de même que le Mexique, les deux seuls pays dont la diplomatie a été à la hauteur des circonstances historiques.

Il faut faire aussi une autre exception, afin de rendre justice à tous, bien que ce ne soit pas la justice, mais l'intérêt qui ait dicté ce que je vais révéler. Je ne crois pas commettre une grave indiscrétion en disant que, durant les premiers mois de la guerre, alors que nous frappions anxieusement à toutes les portes et que toutes, en Occident, restaient obstinément fermées, nous ne trouvâmes comme vendeurs d'armes, à part la Russie et le Mexique, que certains pays semi-fascistes. Ils le faisaient, cela va de soi, pour le profit qu'ils en tiraient, quoique les sympathies politiques influèrent aussi dans le cas de certains fabricants, mais le fait, bien triste, est celui-ci : tandis que les grandes démocraties nous abandonnaient, quelques pays anti-démocratiques nous fournissaient. Leur conduite était intéressée, elle n'en était pas moins un heureux contraste, si l'on juge du point de vue de l'utilité, avec celle des amis désintéressés, qui nous fermaient hermétiquement leurs usines. Mieux vaut de méchants amis qui nous aident par intérêt, que de bons amis qui nous laissent, très cordialement, tomber.

L'erreur de la politique extérieure espagnole

Etant donné que l'anticommunisme de l'Allemagne et de l'Italie fascistes est seulement un drapeau de circonstance, qu'elles ne le déployèrent qu'au moment où la Russie signa un pacte avec la France, il serait enfantin de supposer que le mobile des Etats totalitaires dans leur guerre contre l'Espagne consiste à éviter la bolchevisation de notre pays. Hitler et Mussolini savent parfaitement que, pour toute une série de raisons politiques, sociales, et même de psychologie raciale, la République espagnole dont le cours est déterminé par le caractère de ses habitants, la géographie et l'histoire, ne répétera pas l'expérience russe. Comme je me rencontrai à Genève, au début de 1932, avec Radek, celui-ci me demanda, avec son ironie impertinente : « La République espagnole, quel chemin suivra-t-elle? Celui de la Russie, ou celui de l'Allemagne? » Je lui répondis, sans hésiter : « Celui de l'Espagne ».

En tous cas, quel que doive être le destin politique de la République espagnole, il ne fait pas de doute que notre régime intérieur ne préoccupe Hitler et Mussolini que dans la mesure où il influera sur notre politique extérieure. Durant la lutte séculaire entre les Bourbons et les Habsbourgs, entre la France et l'Autriche, l'Espagne joua un rôle très important, voire même le premier sous Charles-Quint et Philippe II, dans l'histoire de l'Europe. Avec l'avènement en Espagne de la dynastie des Bourbons en la personne de Philippe V, notre politique extérieure gravita surtout dans l'orbite de la France, y compris pendant la Révolution et une partie du premier Empire, la collaboration n'ayant cessé qu'avec l'invasion napoléonienne, puis elle fut reprise, après la chute de Bonaparte, jusqu'à nos jours. La subordination d'un monarque absolu, comme Charles IV, à la France de la Révolution et de son fils Ferdinand VII, à la France napoléonienne, prouve, pour la millième fois dans l'histoire, que les Etats ne déterminent pas leur politique extérieure par sympathies idéologiques, mais pour des raisons d'intérêt ou de sécurité, ce qui aboutit parfois à des relations d'amitié aussi étranges et disparates que celles que nous venons de dire. Y a-t-il rien de plus surprenant que l'amitié de l'Italie fasciste et de la Russie soviétique durant plus de dix ans?

Au cours du dix-neuvième siècle, l'Espagne fut à la remorque de la France en premier lieu, et de l'Angleterre en second lieu. Ce n'est qu'à deux brefs moments qu'elle fut sur le point d'échapper à leur influence : en 1870, lorsqu'un Hohenzollern fut candidat au trône laissé vacant par la chute d'Isabelle II, affaire qui fut l'une des causes occasionnelles de la guerre franco-allemande, et, en 1887, lorsque après des négociations secrètes laborieuses avec la Triple-Alliance, c'est-à-dire l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie, un accord hispano-italien d'amitié et de neutralité fut signé, qui favorisait ce groupe de Puissances et désavantageait la France (6). Cependant, finalement, l'Espagne inclina définitivement du côté de la France et de l'Angleterre, auxquelles l'attachaient surtout les traités relatifs au Maroc et les intérêts commerciaux, industriels et financiers que possèdent ces deux Puissances en notre pays. Le traité de 1926, conclu pour dix ans, entre Mussolini et Primo de Rivera n'eut pas de conséquences, mais il est curieux que la date où expirait ce traité, fin 1936, coïncide avec la décision de l'Italie d'intervenir dans l'insurrection militaire d'Espagne. Aurait-on pu éviter cette insurrection, si la République espagnole n'avait dédaigneusement laissé tomber ce traité dans l'oubli? Mais je n'ai pas l'intention de faire des hypothèses sur ce qui aurait pu arriver et pas arriver. C'est une triste consolation que de vouloir rectifier l'histoire en imagination, quoiqu'il ne soit pas superflu de connaître le passé, de penser à ses maladresses et à ses erreurs, s'il y a lieu, pour en tirer des conséquences utiles pour l'avenir.

Le prix de nos sympathies internationales

Il est naturel qu'à l'avènement de la République, en 1931, tout le monde crût qu'avec le nouveau régime se fortifieraient encore davantage les bonnes relations traditionnelles avec la France, d'après le principe, si souvent en défaut, que les Etats doivent nécessairement rechercher l'amitié des pays avec lesquels ils ont le plus d'affinités politiques. C'est sans doute en partant de cette idée, et nullement par peur que l'Espagne se bolchevise, que Mussolini et Hitler ont supposé que la République espagnole leur serait hostile en cas de guerre. Je ne connais pas l'idée, à cet égard, de ceux qui ont conduit la politique extérieure de la République jusqu'en 1936, mais je crois fort qu'ils n'avaient aucune idée du tout, qu'ils s'imaginaient probablement que notre Sainte Mère, la Société des Nations, empêcherait toute guerre, et que, en tous cas, si notre adhésion enthousiaste et inscrite dans notre Constitution, à la

---

(6) Par une série de sagaces déductions, Albert Mousset (*l'Espagne dans la politique mondiale*, Paris 1933) est arrivé à affirmer l'existence et la date exacte de cet accord. Il y a eu en effet un échange de notes entre l'Espagne et l'Italie qui fut découvert dans les archives secrètes de Vienne après la guerre par le professeur Pribram. Le comte de Romanones les a reproduites dans *Les responsabilités de l'ancien régime*, pages 18 et suivantes.

Société des Nations, ne suffisait pas, nous serions à couvert en nous enveloppant dans le manteau d'une prudente neutralité comme en 1914.

Le réveil ne pouvait être plus amer, et plus douloureux. Nous avions oublié notre histoire, et surtout notre position géographique, qui nous a toujours obligés à participer aux grands conflits européens; si nous avons pu, en 1914, rester neutres, ce ne fut que par un miracle qui pourra difficilement se renouveler à l'avenir. La neutralité espagnole de 1914 ne fut due qu'à la coexistence de ces deux Espagnes en lesquelles de longs siècles d'histoire nous ont divisés, et par lesquelles ils nous ont paralysés dans le domaine international : une Espagne acquise à la politique totalitaire et absolutiste qui fut toujours celle du germanisme, et une autre Espagne qui sympathisait avec le système politique dont la France est le type.

A l'Orient la Russie, à l'Occident l'Angleterre se mirent du côté de l'un ou l'autre système pour, selon les cas, modifier l'équilibre des forces, ou le maintenir. C'est maintenant encore leur rôle historique, indépendamment, aujourd'hui comme toujours, des régimes politiques intérieurs. La Russie et l'Angleterre ont décidé du sort de l'Europe en 1814 contre Napoléon, en 1918 contre le groupe germanique.

Malgré les rêves de restauration de l'Empire romain que fait de temps en temps Mussolini, l'Italie s'annexera à l'un des deux systèmes; avec Hitler sur le Brenner aux frontières mêmes de l'Italie, et aux portes de l'Adriatique qu'il atteindra fatalement, comme l'ancien empire germanique, l'Italie sera une vassale de l'Allemagne, à moins qu'elle ne le lâche avant, comme elle le fit en 1915.

Avec sa forte position géographique, mais avec, en même temps, sa faiblesse politique et économique, l'Espagne sera aussi, comme par le passé aussitôt après sa courte période d'hégémonie européenne, l'appendice de l'un ou l'autre système. Duquel? C'est ce que décidera notre guerre, prélude et préparation à la future guerre européenne. On nous combat, non pour notre régime intérieur en soi, dont personne ne se soucie, mais pour les sympathies supposées de ce régime à l'égard du groupe français.

Les germano-italiens craignent qu'en cas de guerre, nos armes et notre neutralité sympathique ne soient acquises, comme en 1914, à la France. Ainsi, nous combattrons, non seulement pour notre indépendance et notre liberté, mais aussi pour la cause du groupe français durant la prochaine guerre européenne, étant donné que nous défendons une position géographique de première importance pour lui, ainsi qu'une aide éventuelle de la puissance militaire de la République, qui n'est nullement méprisable. La Russie, qui a lié son sort à la France, comprend cela, et nous aide. Nous ne savons si la France le comprend ou non; ce que nous savons seulement c'est que jusqu'ici elle ne nous a pas aidé en proportion des efforts que nous sommes en train de faire pour notre cause, mais aussi pour la sienne.

Je n'ignore pas ce que beaucoup de Français pensent : « La République espagnole lutte pour nous en même temps que pour elle, bien que nous ne l'aidions point, parce qu'il ne lui est pas possible de faire autrement ». Cela n'est vrai qu'à moitié. Quand nous pûmes choisir, en concluant une alliance avec la France, nous ne le fîmes pas, parce que, comme disait Costa, il aurait fallu mettre sept serrures au tombeau du Cid, et nous guérir de notre folie séculaire de nous agiter et de nous battre, à la manière de Don Quichotte. Mais dans un monde d'agresseurs, il ne suffit pas de vouloir qu'on vous laisse en paix, et de se mettre à dormir en se cachant la tête sous l'aile, comme l'autruche. Nous avons mis notre tête sous l'aile de la Société des Nations, en croyant que ce conclave de paralytiques était notre unique moyen de sauvetage, tandis que les autres Etats se carapaçonnaient d'alliances, conclues dans le dos de Genève. Là fut la bêtise de la monarchie, et celle, non moindre, de la République : rester tout nus sous les orages de l'Histoire, complètement sans défenseurs. Quand nous pûmes nous allier avec d'autres Etats, nous ne le fîmes pas, et aujourd'hui, il serait ridicule d'offrir, comme un homme au fond du puits, notre concours futur à la France et à l'Angleterre.

Mais n'y a-t-il vraiment pas d'autre alternative? La République ne peut-elle rien offrir à personne, qui puisse nous permettre de remporter la victoire? Il y a différentes manières de nous aider : on peut venir combattre à nos côtés, ou, tout au moins, nous fournir les moyens de nous battre; il y a aussi le moyen qui consiste à nous laisser seuls avec les factieux. Avec les factieux nous ne pourrons jamais composer, pour la même raison que le gendarme ne peut composer, sous peine de disparaître, avec le criminel; mais, réduite à ses seules forces la rébellion ne représente plus qu'un problème d'ordre public que la République résoudra rapidement. Le problème international qu'a à résoudre la République est autre chose, il est celui-ci : comment forcer ou amener l'Italie et l'Allemagne à se retirer d'Espagne? Il existe pour cela trois possibilités : une décision militaire en faveur de la République, la décision prise par l'Angleterre et la France d'imposer par la force à l'Allemagne et à l'Italie leur non-intervention en notre pays, et, finalement, un arrangement diplomatique en vertu duquel ces Puissances se retireraient volontairement d'Espagne.

Les raisons de la passivité française

Les deux premières dépendent de l'attitude de la France et de l'Angleterre à l'égard de notre guerre. Cela nous conduit à reprendre l'analyse des raisons qu'ont les différents pays d'intervenir ou de laisser intervenir en Espagne.

Nous avons déjà répondu à la question : pourquoi l'Allemagne et l'Italie nous attaquent: c'est pour diminuer l'efficacité militaire du pacte franco-soviétique et pour tenir une bonne situation stratégique entre la Méditerranée, l'Atlantique et les Pyrénées dans la prochaine guerre européenne. (De la cause profonde de cette guerre en gestation nous parlerons plus loin.) Pour l'instant je veux insister à nouveau sur ce que j'ai déjà dit : que le régime intérieur de l'Espagne, par lui-même, ne joue aucun rôle dans la conduite des Etats fascistes à notre égard. Je suis persuadé que si la République espagnole avait voulu signer des traités d'amitié avec l'Allemagne et l'Italie, comme ceux que la Russie avait, les années précédentes, signés avec eux, elle y serait parvenue. Je dirai plus : j'ai des motifs de croire que, mê-

me après le commencement de la guerre, il n'aurait pas été impossible de négocier le retrait de ces Puissances.

Répétons les deux autres questions que nous avons posées dès le début : Pourquoi le gouvernement français se désintéresse-t-il de notre guerre? Pourquoi le gouvernement anglais, hypocritement embusqué derrière la soi-disant non-intervention, collabore-t-il au triomphe des factieux?

Les raisons pour lesquelles Léon Blum prit l'initiative de la non-intervention ne sont pas très claires; elles ne le sont probablement pas davantage dans la propre conscience de Blum (7). Blum — et je ne peux parler de lui sans une affection intellectuelle et morale, sans sympathie pour la finesse de l'écrivain et sans respect pour la pureté de ses intentions — Blum est le contraire d'un homme d'action. S'il est le leader d'un grand parti ouvrier, et s'il a été deux fois chef du gouvernement, cela n'est certainement pas dû à son ambition personnelle, mais aux circonstances où se trouvait son pays, et, en dernier ressort, à une sorte d'obligation morale que lui faisait la situation politique. Je l'ai parfois appelé, amicalement et sans vouloir le moins du monde le diminuer, l'Hamlet de la politique française. Un Hamlet torturé par le doute, mais incapable en quelque circonstance que ce soit, de se hausser à la tragédie, et, si la tragédie passe à son côté, comme a passé celle de l'Espagne, incapable d'y faire face. Il n'est pas de la race des hommes durs de France, des Clemenceau et des Poincaré. Il est beaucoup plus de la nature des Briand, de ceux qui croient que tous les conflits internationaux peuvent se résoudre par la diplomatie, non seulement sans employer la force, mais même sans la montrer. C'est un pacifiste à outrance, par tempérament, par formation intellectuelle, par sa doctrine socialiste réformiste et peut-être aussi par tradition raciale, par sa qualité de juif.

Je m'imagine la terreur que devait éprouver Blum à la pensée qu'il se pourrait que la France se trouve impliquée dans une guerre internationale alors qu'il est chef du gouvernement. D'autre part, la guerre d'Espagne, en excitant les droites et en distrayant les gauches de la politique intérieure, venait déranger le programme de réalisations sociales et financières que Blum apportait avec lui au gouvernement et qui devait justifier la politique du socialisme réformiste, tout en apportant du lustre et du prestige au parti socialiste français en tant qu'exécutant principal de cette politique. Non seulement la guerre d'Espagne le gênait comme Français, comme homme et comme socialiste, mais elle bouleversait ses plans de gouvernement. Je crois que, malgré toute sa bonne foi, Léon Blum a été un homme extrêmement néfaste à la cause de la République espagnole; mais je pense aussi que notre guerre a coupé dans sa fleur la carrière de Blum comme homme d'Etat. C'est à des hommes plus énergiques que s'en remettra la France durant les jours et les années qui viennent.

Mais il serait injuste, et, en plus, inexact, de n'attribuer qu'à Blum les responsabilités de la République française à l'égard de la guerre d'Espagne. Derrière Blum, l'appuyant dans sa politique de non-intervention, il y avait tout le parti socialiste français, à l'exception de la gauche révolutionnaire. En général, les dirigeants du socialisme français avaient peu de confiance dans la victoire de la République, et il leur paraissait plus qu'inutile d'essayer de nous aider. Il ne plaît à personne de parier sur un cheval qu'on suppose qui va perdre. Et si la République était victorieuse, n'y avait-il pas à craindre que la Révoluton sociale, provoquée par la guerre et consolidée par la force des armes, ne fût un mauvais exemple pour la France? L'autre péril, celui d'une Espagne fasciste, vassale de l'Italie et de l'Allemagne, frappant dans le dos de la nation française, les socialistes français ne le voyaient point durant la première année de la guerre. Ce que le dénouement de cette guerre pourrait signifier au point de vue de l'efficacité militaire du pacte franco-soviétique ne préoccupait guère les chefs du socialisme français.

Soutenait également la politique blumiste de non-intervention, toute cette vaste petite bourgeoisie française, jalouse de son bien-être et de la paix de ses frontières. La guerre de 1914-1918 a laissé — cela se comprend — un souvenir terrible. Le Français n'est pas comme l'Allemand : un soldat avant d'être un homme. Comme le dit très bien le général Tanant (8) dans un livre récent, le Gaulois manque d'esprit militaire bien qu'il ne manque pas d'esprit guerrier. Mais il n'est guerrier que lorsqu'il voit sa patrie en danger, lorsque l'invasion ennemie est déjà sur ses frontières. Les soldats de Napoléon grognaient dès qu'ils étaient loin de leur pays et réclamaient constamment le retour à leurs foyers. L'héritière du jacobinisme, la petite bourgeoisie française, ne voyait rien de plus dans notre guerre qu'un incendie local dont il fallait éviter la propagation par tous les moyens; ce n'était pour elle que la suite d'un de ces pronunciamentos militaires dont l'Espagne fut si prodigue au cours du siècle dernier. C'était, en somme, une tragique « espagnolade », qui n'intéressait que les Espagnols.

On doit dire aussi que la non-intervention, telle que l'ont entendue les grandes Puissances, c'est-à-dire l'abstention de la France et de l'Angleterre, tandis qu'Allemagne et Italie intervenaient, était également l'idéal de la haute bourgeoisie française, du capital financier, de la grande presse d'affaires qui voyaient leurs intérêts en Espagne menacés par la Révolution sociale née de la guerre. Ces gens craignaient pour leurs mines, pour leur commerce avec notre pays, tout cela, uni à leurs sympathies politiques pour les régimes fascistes où le pouvoir du grand capitalisme n'est pas contrôlé ni réduit par le système parlementaire (9). L'oligarchie financière française préfère une Espagne fasciste à une République quelle qu'elle soit, et surtout à une République dont personne ne sait jusqu'où elle pourrait aller, après sa victoire, dans son offensive

(7) On trouvera l'histoire documentaire des relations internationales en ce qui regarde la guerre d'Espagne dans l'étude de J. Quero Molares : *La politique de non-intervention*. Barcelone 1937.

(8) Général Tanant : *La discipline dans les armées françaises*. Paris 1938, page 88.

(9) En tant qu'habitant d'un pays qui jouit depuis longtemps du parlementarisme, nous ne pensons pas qu'il y ait un régime où le pouvoir du grand capital soit moins contrôlé ou moins réduit que le régime parlementaire. (*Note du traducteur*).

contre le capitalisme. Mais les dangers que courraient les frontières françaises, et la Méditerranée? — Eh! le capital n'a pas de patrie.

Je ne veux pas manquer de mentionner un sentiment, ou, pour mieux dire, un ressentiment de beaucoup de Français à l'égard de l'Espagne. Je ne l'ai entendu exprimer qu'une fois, mais je me rends compte qu'il est au fond de beaucoup de consciences. En parlant de la guerre de 1914, un haut fonctionnaire français me dit avec un air de reproche : « Ah! vous, les Espagnols, vous étiez alors neutres » — Mais personne ne demande ni n'a demandé aux Français de ne pas être neutres, à leur tour, dans notre guerre. Ce qu'on leur demande seulement c'est de nous vendre du matériel de guerre, de même que nous leur en avons vendu pendant la guerre de 1914-1918, en mettant toute notre industrie et toutes nos richesses minières au service de la France. On a oublié cela, de l'autre côté des Pyrénées : on ne se souvient que d'une chose, c'est que nous n'avons pas pris les armes, sans tenir compte que, tout en ne participant pas à la guerre, nous fûmes sûrement plus utiles pour assurer la victoire que ne le fut l'entrée en guerre de certains pays comme le Portugal.

Tous ces facteurs déterminèrent la politique de non-intervention de Blum. Elle avait un précédent historique illustre. Le principe de non-intervention était né par opposition à son contraire : l'intervention, que la Sainte-Alliance (Autriche, Russie et Prusse) avait élevée à la hauteur d'un principe de droit public et avait appliquée pour étouffer les révolutions de Naples, du Piémont et d'Espagne. Comme réaction contre cet effroyable principe, se répandit dans toute l'Europe libérale le principe contraire de la non-intervention, père des nouvelles nations d'Italie, de Grèce et de Belgique, et du droit des peuples à la Révolution.

Je pense que Blum se souvenait de ce précédent illustre et que son mobile, lorsqu'il proposa la non-intervention, fut, en plus de son désir d'éviter une extension de la guerre, d'empêcher que d'autres pays interviennent, en ayant confiance que la force spontanée du peuple espagnol suffirait pour soumettre les rebelles. Mais les conséquences de la non-intervention furent tout le contraire. J'eus l'occasion de le dire à Blum lui-même, comme il me demandait ce que je pensais de la non-intervention. « Le principe est excellent, répondis-je, mais, de la manière dont il est appliqué, ce n'est qu'une farce. Que les Puissances n'interviennent pas en Espagne, d'accord; mais que l'Etat espagnol légitime ne puisse acheter des armes nulle part, c'est là une extension abusive et déloyale du principe. D'autre part, si quelque Etat viole, comme cela a déjà été fait, la non-intervention, que pourra faire le Comité de Londres? Logiquement et juridiquement, il ne peut prendre qu'une décision : imposer par la force la non-intervention. C'est ce que voulait Canning (10) en 1822. Y êtes-vous prêt? » Mais Blum, qui n'est pas Canning, releva sa longue figure de Don Quichotte sans lance ni bouclier, et, dressant ses grands bras, les laissa retomber en silence, en un geste de désespoir et d'impuissance. La violence n'est pas de son domaine.

(*à suivre*) Luis ARAQUISTAIN.

(10) En 1822, au Congrès de Vérone convoqué par les Puissances de la Sainte-Alliance pour décider une intervention en Espagne où la Révolution de 1820 avait établi un régime de monarchie constitutionnelle, Canning, ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne, protesta contre l'intervention projetée, et affirma le droit de l'Angleterre de s'opposer par la force à l'intervention. En fait, l'Angleterre ne s'opposa pas par la force à l'intervention française qui rétablit la monarchie absolue en Espagne, mais elle envoya, quelques années plus tard, une armée au Portugal pour y soutenir les libéraux contre une éventuelle intervention française. (*Note du traducteur*).

Pour les dettes du "Cri du Peuple"

TROISIEME LISTE

Prunac	20.—
E. Allot, Concarneau	10.—
Foy, Stains	20.—
L. Dufour	25.—
Réchou, Amiens	20.—
G. Alhomme	10.—
L. Cousin, Pompey	25.—
M. Vaillard	50.—
Gustave Duyck	50.—
Albert Pons	10.—
Lorillard, Châteauroux	20.—
Laboureau	10.—
Marcel Roy	50.—
Thérèse Verny	10.—
Total de la troisième liste	330.—
Listes précédentes	3.780,10
Recettes totales	4.110,10

Ainsi j'ai recueilli en deux mois à peu près le quart de la somme qui m'est réclamée. Il reste à trouver environ 12.000 francs pour pouvoir solder ma dette envers l'imprimeur du défunt « Cri du Peuple ». J'en appelle à tous ceux de nos amis qui n'ont pas encore répondu. Il serait en effet possible, si je disposais d'une somme sensiblement plus forte que mon encaisse actuelle, d'offrir aux créanciers une transaction qui terminerait l'affaire moyennant un paiement réduit mais effectué comptant. En attendant, que les souscripteurs de cette troisième liste trouvent ici mes remerciements.

M. CHAMBELLAND.

P. S. — Adresser les fonds à mon chèque postal : Maurice Chambelland, 3, place Séverine, Le Pré-Saint-Gervais (Seine). Compte : Paris, 2065-09.

N. B. — Le camarade Duchêne me demande se préciser que le versement de 30 francs qu'il a effectué au « Cri du Peuple » et qui a été publié dans la dernière « R. P. », doit être porté au nom du « Cercle syndicaliste lutte de classe des Peintres ».

Pas de défense « nationale » avant la remise des moyens de production aux travailleurs.

Pas de défense « impériale » avant l'octroi de la liberté aux colonies.

Cadeaux de nouvel an en U.R.S.S.

1° — Par décision du Conseil des commissaires du peuple en date du 20 décembre 1938 (*Izviestia* du 21), chaque travailleur devra posséder un livret de travail à partir du 15 janvier 1939.

Ce livret mentionnera toutes les mutations du porteur ainsi que leur cause, les récompenses qu'il aura méritées et la cause du renvoi, s'il y a lieu.

Aucun embauchage ne sera possible sans présentation du livret de travail, lequel sera gardé au bureau de l'établissement jusqu'au débauchage. Le prix du livret est fixé à 50 kopeks et une amende de 25 roubles (*4 à 5 journées de salaire pour un manœuvre*) sera infligée en cas de perte.

Jusqu'ici, les ouvriers et les petits employés n'étaient munis que de certificats de travail, sur lesquels, il est vrai, l'inscription des causes de renvoi commençait à se généraliser.

2° — Des oukases du présidium du Conseil suprême de l'Union en date du 27 décembre 1938 (*Izviestia* du 28) instituent trois nouvelles décorations dont deux concernent particulièrement les travailleurs : la médaille de « la vaillance dans le travail » et celle du « travailleur exemplaire ».

Ces insignes seront accordés par le présidium du Conseil suprême aux travailleurs qui auront donné les meilleurs exemples de stakhanovisme, à ceux qui atteindront les rendements de productivité les plus élevés et qui feront progresser la technique, la science, la culture, etc.

3° — Par décision du 28 décembre 1938 (*Izviestia* du 29), sous la signature de Molotov, Staline et Chvernik — les chefs des pouvoirs administratif et politique et des syndicats — des nouvelles mesures viennent d'être prises concernant la discipline dans le travail et les assurances sociales à partir du premier janvier 1939.

Obligation est faite aux administrateurs de sévir avec rigueur contre toute atteinte à la discipline dans le travail et ce, sous peine de sanctions allant jusqu'au renvoi et à l'assignation en justice.

Le travailleur qui quitte son emploi sur son propre désir et celui qui est renvoyé pour indiscipline perdent le bénéfice des assurances sociales jusqu'à ce qu'ils aient six mois de travail dans un nouvel établissement. Les mêmes seront dorénavant expulsés du logement d'usine qu'ils occupaient dans un délai de dix jours, et sans qu'il soit besoin de jugement. *Les jugements, qui étaient obligatoires jusqu'ici, ne concluaient pas toujours en faveur de l'expulsion.*

Les pensions sont augmentées de 10 à 25% pour les travailleurs ayant un long temps de présence dans la même usine, tandis qu'elles sont supprimées pour ceux qui n'ont pas une certaine ancienneté de travail.

Modification du régime des secours en cas de maladie, blessure ou accident du travail. Il faudra plus de six années de présence ininterrompue dans un établissement pour que le taux du secours atteigne 100% du salaire. Moins de deux années d'ancienneté ne donnent droit qu'à 50%. Les non syndiqués ne toucheront que la moitié de ces normes, c'est-à-dire de 50 à 25%. *Au début de la révolution, tout le monde touchait* 100%. *Avec les quinquennaux, il fallut deux années de présence pour avoir droit à* 100% *et les non syndiqués touchaient tous* 50%. *Aujourd'hui...*

Réduction du temps de repos payé en cas d'accouchement : 35 jours avant l'accouchement et 28 jours après, au lieu de deux fois 56 jours.

4° — Six oukases du président du présidium du Conseil suprême de l'Union en date du 3 janvier 1939 (*Izviestia* du 4), changent le texte des serments que doivent prononcer les militaires et les employés civils de l'armée rouge et précisent le cérémonial de la prestation de serment.

Tout ce qui rappelait l'internationalisme et le mouvement ouvrier a été supprimé, il ne s'agit plus que de la défense de la patrie. Chaque nouveau soldat devra prêter serment *individuellement* au plus tard deux mois après son entrée à l'armée. Il prononcera, puis signera le serment au cours d'une séance solennelle, devant le régiment en grande tenue, avec drapeau, musique et discours du colonel.

Tout cela précédé et accompagné d'une campagne de presse unanime tendant à montrer que les travailleurs ont eux-mêmes exigé ces mesures et qu'ils en sont heureux. Dès le 3 janvier, les journaux citent, pour l'exemple, des cas de renvoi d'ouvriers s'étant absentés le premier janvier, lendemain de réveillon, et n'ayant pu donner des raisons « valables ».

Conclusions?

Tirez-les vous-mêmes. Cela devient trop clair!

YVON.

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

Après le « mercredi noir » *Sans doute n'est-il pas encore trop tard pour dire son mot sur la grève générale du 30 novembre 1938. A près de deux mois de distance, et alors qu'on rencontre encore, dans tout le pays, des milliers d'ouvriers licenciés, il semble puéril de nier l'échec. Certes, quelques corporations (qui ne sont d'ailleurs pas aux mains des communistes) ont accompli leur devoir. Mais le mouvement, en tant que grève générale, a échoué, reconnaissons-le. Nulle part, la grève n'a été générale, nulle part on n'a assisté à cet arrêt total de toutes les activités qui doit être le résultat d'une grève générale digne de ce nom. Et, depuis l'échec, la répression d'abord, puis l'annulation pure et simple de la plupart des conquêtes de juin 1936 et l'application des décrets-lois nous ont montré combien il était vain de vouloir habiller la réalité. Nous avons été battus, le 30 novembre, et comme il était dans la logique des choses, le patronat de toutes les industries a poursuivi son avantage avec vigueur. A tel point qu'on peut dire, sans pessimisme exagéré, que, dans beaucoup d'endroits, il a pris, et bien pris, sa revanche de 1936.*

Il appartenait aux militants chargés de responsabilités, à nos chefs, à nos dirigeants, de dégager les causes de l'échec et de prendre toutes mesures en vue de réparer les dégâts et, surtout, de remonter le courant de découragement et de désaffection à l'égard des syndicats. Dirais-je qu'il ne paraît pas que cette recherche des causes et des remèdes ait été seulement tentée par les « responsables » ? Même si certains en prennent prétexte pour crier encore au procès de tendance, je dirai que les militants qui prennent ces choses-là au sérieux ne peuvent se contenter du satisfecit *général délivré, contre toute vraisemblance, par le Comité confédéral national réuni au lendemain de l'échec. A commencer par le bureau confédéral, qui assume la lourde responsabilité de diriger l'action de la C.G.T., je dirai que la plupart de nos dirigeants syndicaux se sont montrés très au-dessous de leur tâche. Déjà, pendant le congrès de Nantes, nous avions senti, dans des interventions pleines d'obscurités et de réticences, que la direction de la C.G.T. n'était pas favorable à la grève générale. Après le congrès, il apparut assez nettement que le bureau confédéral, au lieu de décider, d'organiser, de diriger, se laissait lamentablement traîner à la grève et qu'il s'en remettait aux événements du soin d'assurer le succès de celle-ci. C'est d'abord au sommet que la confiance et l'énergie ont fait défaut. Malheureusement, il n'y a pas de Limoges dans le mouvement syndical français. Une grève générale s'organise. Elle n'a pas été organisée. Elle se prépare. Malgré le large délai que les dirigeants s'étaient accordé, elle n'a pas été préparée. S'il est vrai que la principale raison de l'échec fut que la grande masse ouvrière n'avait pas saisi l'importance de l'enjeu, qu'elle n'avait pas réalisé que les décrets-lois de M. Paul Reynaud ruinaient par la base les conquêtes de juin 1936 et même les conquêtes antérieures, à qui la faute, je vous le demande, sinon aux dirigeants syndicaux, qui disposaient de presque une semaine pour l'effort d'alerte indispensable? C'est seulement aujourd'hui qu'on commence à s'apercevoir de ce que contenaient les décrets-lois.*

Je pense aussi qu'une très grave responsabilité pèse sur les dirigeants des Fédérations qui, par leur rôle dans la vie sociale, jouent un rôle prépondérant dans une grève générale. Les dirigeants des cheminots, des transports, des services publics, en décidant que leurs adhérents devaient, en réponse à l'ordre de réquisition, se rendre à leur travail, et en les laissant dans l'incertitude sur ce qu'ils devaient faire une fois arrivés là, ont littéralement torpillé le mouvement. Si ce que l'on raconte est vrai, à savoir que cette décision fut prise le lundi, et que, ce même lundi, certains de ces dirigeants ne cachaient pas qu'il y avait de grandes chances pour que leurs adhérents, une fois sur le lieu de travail, accomplissent leur besogne comme à l'ordinaire, il est sûr que, ce jour-là, quarante-huit heures avant la date fixée, la situation nécessitait un examen des plus sérieux. Ne savait-on pas que ce que feraient les moyens de transport constituait un élément décisif pour le succès ou pour l'échec de la grève dans tous les centres industriels? Si on le savait, eh bien! il fallait se demander, le lundi soir, si l'attitude des organisations précitées n'obligeait pas la C.G.T. à reconsidérer son ordre de grève. Maintenir l'ordre de grève dans ces conditions, si, vraiment, l'on pouvait prévoir que les transports et les services publics allaient travailler, c'était nettement envoyer à l'abattoir les ouvriers de l'industrie privée, ce qui s'est d'ailleurs produit. Non, je le déclare très nettement, je n'aurais pas désapprouvé un retrait de l'ordre de grève générale décidé le lundi à cause de l'attitude des transports. Je crois même — on me dira que c'est facile à distance, mais, enfin, les dirigeants de la C.G.T. devaient pouvoir apprécier sur-le-champ — que cette retraite stratégique s'imposait, qu'elle eût été comprise, et qu'elle aurait sans doute permis d'éviter l'échec. Or tout s'est produit comme si l'on avait voulu se laisser traîner aussi à l'échec pour de mesquines raisons de politique confédérale intérieure. Il est plaisant de se réjouir in-petto *que l'hypothèque communiste sur la C.G.T. soit maintenant purgée (peut-être pas pour longtemps) mais on frémit quand on constate que ce résultat a été payé du prix formidable de l'affaissement général du mouvement syndical et de la perte consécutive des avantages acquis depuis 1936.*

Je ne sous-estime nullement l'influence qu'a pu exercer l'attitude de certains dirigeants syndicaux inféodés au parti communiste qui, en mêlant la lutte contre les décrets-lois à leur campagne contre la politique internationale

du gouvernement français, ont fourni à la grande presse la possibilité de faire croire à un mouvement politique. Je crois même que la grève prématurée de chez Renault a donné à nos adversaires de classe un argument de fait qui devait, hélas! être déterminant. Mais, encore une fois, si la direction de la C.G.T. avait organisé, si elle avait animé, si elle avait dirigé sa grève générale *contre les décrets-lois, je suis convaincu qu'elle aurait pu remonter ce handicap en rétablissant le caractère réel du mouvement, pour la classe ouvrière et pour l'opinion publique tout ensemble. Mais, la direction de la C.G.T. est pour ainsi dire restée silencieuse.*

Enfin, on eut peut-être le tort de considérer la grève générale comme une fin en soi. Si l'on veut bien relire le texte qu'au nom des délégués du Livre parisien j'eus à défendre devant le congrès confédéral, on y retrouvera que nous proposions une grève générale de 24 heures à titre d'avertissement et aussi comme point de départ de l'action défensive de chacune des corporations formant la C.G.T. Nous voulions qu'une journée intercorporative de protestation, aussi rapprochée que possible afin de ne pas laisser s'éteindre l'émoi qui suivit la publication des décrets, serve en quelque sorte de tremplin à l'effort auquel allaient être appelées toutes les corporations. Certains militants, au congrès même, nous firent le reproche d'être surtout préoccupés par la situation particulière du Livre et de vouloir en quelque sorte mobiliser la C.G.T. pour nous permettre de sortir de nos difficultés. Ils ne prévoyaient sans doute pas qu'en l'espace de quelques jours l'ensemble des corporations allaient se trouver aussi dangereusement menacées. Et, bien entendu, la grève de 24 heures ayant échoué, notre espoir de voir, dès le lendemain, toutes les industries partir en bataille pour le maintien des conquêtes sociales s'est trouvé anéanti. Très exactement, la situation s'est renversée. Au lieu de partir en bataille contre les décrets-lois, nous avons été, les uns et les autres, l'objet de vigoureuses attaques de nos patrons respectifs, attaques contre lesquelles il nous est devenu très difficile, disons-le nettement, de réagir. Frappée par l'échec du 30 novembre, la masse ne répond plus, ou elle répond mal. Partout, on se donne un mal de chien pour faire la part du feu, sinon pour sauver les meubles. La défense est devenue pénible. Les usines, les ateliers, les chantiers, les magasins sont vidés, par les licenciements, des éléments actifs indispensables à la résistance. La diminution de la force morale des syndicats s'accompagne, ici et là, de la chute des effectifs, particulièrement sensible au moment de la reprise des cartes. Bref, ne dissimulons pas la vérité, ne la dissimulons jamais, nous sommes en plein recul.

Que faire? De la propagande pour le Plan? Hélas! cela ressemble fort au classique : « Parlons d'autre chose »... Une fois de plus, nous devons constater que nos dirigeants syndicaux ne sont pas à la hauteur de la situation. Il n'est que de converser, à droite ou à gauche, avec les victimes du 30 novembre pour se rendre compte que ces camarades, pour ne parler que d'eux, sont profondément déçus : ils ont le sentiment d'être abandonnés. Je ne dis pas que la C.G.T. n'aurait pas dû remettre son plan en avant, mais je crois qu'il lui aurait fallu d'abord organiser et animer la résistance à l'échelle nationale, toutes corporations réunies, par une campagne des plus vigoureuses. Le sort même des licenciés aurait été associé à une telle campagne. Or, chaque corporation est laissée à elle-même, chacun, dans son coin, se débrouille comme il peut, tant bien que mal, plutôt mal que bien, aucun effort d'ensemble ne s'effectue face au patronat qui, lui, applique son plan immédiat de revanche. La taxe de 2% entre en application, par le moyen odieux du précompte. Chaque jour le Pomaret sort des décrets pour supprimer les quarante heures dans telle ou telle corporation. Vraiment, croit-on suffisant de parler académiquement du Plan?

Le pays ouvrier attendait, il attend encore autre chose de la C.G.T.

M. Chambelland.

EN PASSANT...

Vers une crise financière ?

On commence à chuchoter que tout ne va pas pour le mieux à la trésorerie confédérale. Pour assurer l'échéance de fin décembre (il y a donc, maintenant, des échéances à la C.G.T.?) et pour la mise de fonds nécessaires en vue de la solidarité aux victimes du 30 novembre, il aurait fallu, disent des gens mieux informés que nous, vendre des titres pour plus d'un million de francs.

Si ce sont des titres de la défense nationale, au fond tant mieux!

Il paraît, d'autre part, que la dette des Fédérations s'enfle de jour en jour et que plusieurs militants s'en inquiètent fort. Leur donnera-t-on l'état qu'ils ont réclamé?

Une altercation se serait produite entre Laurent, des fonctionnaires, et Jouhaux, simplement parce que Laurent aurait demandé que la C.A. fût consultée avant que l'on engage des dépenses fort importantes sur la simple décision du bureau.

En un mot, la situation financière de la C.G.T. ne serait pas des plus brillantes et la prise des cartes 1939 ne serait pas de nature à l'améliorer, bien au contraire.

Leurs retraites

Un abonné très au courant des choses de la Métallurgie nous apprend que M. Raoul Dautry, ancien directeur des Chemins de fer de l'Etat, vient d'être désigné comme membre du conseil d'administration de la société belge Ougrée-Marihaye. Cette importante firme est au capital de 200 millions, mais, ayant eu quelques « malheurs », elle se trouve sous le contrôle de la Société Générale de Belgique. Elle a une filiale en France : les Hauts fourneaux de la Chiers.

On voit que M. Raoul Dautry, certainement doté d'une bonne pension par l'Etat, ne craint pas les cumuls, et que sa retraite ferait le bonheur de plusieurs familles de chômeurs.

Ah! le bon billet...

Il paraît que la réélection de M. Jacques Duclos comme vice-président de la Chambre des députés témoigne que le Front populaire n'est pas mort, mais que, selon la formule, il est plus uni et plus puissant que jamais.

On a même pu lire, dans un hebdomadaire communiste du Midi que la Chambre venait de « reconstituer son bloc démocratique, sous les belles paroles du président Herriot » (*sic*).

Les milliers d'ouvriers actuellement sans travail du fait de la répression patronale et gouvernementale qui a suivi le 30 novembre verront, n'en doutons pas, une précieuse garantie dans la reconstitution de ce « bloc démocratique ».
On ne saurait se payer leur tête plus élégamment.

L'imprimerie de la C.G.T.

On sait — ou on ne sait pas — que la C.G.T. possède maintenant son imprimerie, celle où se confectionne depuis plusieurs mois le *Peuple* et où commencent à se faire un certain nombre d'organes officiels de syndicats et de fédérations.
Un camarade nous fait part de ses inquiétudes quant à l'avenir des coopératives ouvrières d'imprimerie qui vont être fatalement menacées par cette concurrence confédérale.
« Pourvu, nous dit-il, qu'en fin de compte, ce ne soit pas la caisse de la C.G.T. qui fasse les frais de cette bagarre! »
D'autant que la C.G.T. s'est bien gardée de constituer son imprimerie sous la forme coopérative — encore une tradition qui s'en va! — mais qu'elle l'a formée très bourgeoisement en société anonyme.

Guiraud est parti

Comme nous l'avions annoncé il y a quelques semaines, Gaston Guiraud s'est démis de ses fonctions de trésorier de l'Union des Syndicats de la région parisienne, fonctions qu'il a abandonnées fin 1938.
Sans doute les staliniens disposent-ils maintenant d'un trésorier plus docile.
Le départ de Guiraud a été suivi de quelques renvois ou démissions dans le personnel; bien entendu, les partants sont tous des ex-confédérés.
Aucun doute n'est plus possible aujourd'hui : l'Union des Syndicats de la région parisienne est une organisation communiste : elle n'est pas seulement colonisée, elle est « monolithisée ».

... Il fallait y penser

Le syndicat des miroitiers-vitriers parisiens est une petite organisation qui avait l'audace de garder son franc-parler au sein de la fédération du bâtiment.
Qu'une organisation, si mince soit-elle, prétende user de la liberté d'expression et de critique théoriquement reconnue à tous, cela ne pouvait évidemment pas durer.
Aussi bien la fédération colonisée du bâtiment vient-elle de signifier aux miroitiers-vitriers d'avoir à rejoindre au plus vite une autre fédération, en l'espèce la fédération du verre.
Le moyen est simple, encore fallait-il y penser.

PARMI NOS LETTRES

L'internation

Notre ami J. Fontaine, le militant de l'Enseignement du Rhône, a adressé à Louzon une lettre que nous croyons utile de reproduire :

J'ai lu, relu, rerelu, mon cher Louzon, votre dernière étude de la R.P. *sur l'internation. Elle ne me donne pas satisfaction et d'autant moins qu'elle est lue et accueillie avec une certaine sympathie par des formations dont les tendances rejoignent le clan des bellicistes ou des gens qui sont pour la « fermeté ».*

Bien que vous ayez vous-même répondu par avance aux objections de vos lecteurs les camarades syndicalistes révolutionnaires, il n'en reste pas moins, à mon sens, que le prolétariat n'a aucun intérêt à prendre position pour une formation d'avenir dont il ne sait aucunement si elle lui sera favorable ou défavorable, toute déduction dans ce sens étant du domaine de l'hypothèse.

Le plus grand inconvénient d'ordre immédiat que recèle votre idée c'est qu'elle peut servir d'appui à la criminelle erreur des bellicistes qui est de constituer le fameux bloc des pays démocratiques contre les pays fascistes, conduisant comme les faits le prouvent surabondamment à la guerre totale.

Si l'on regarde objectivement la situation européenne, il est d'une évidence aveuglante qu'une guerre a seule quelques chances d'empêcher la croissance de la puissance du bloc fasciste, ces chances résidant dans une victoire très problématique du bloc capitaliste anglo-franco-américain. J'estime que ce serait une erreur criminelle pour le syndicalisme de jouer son avenir sur un pareil coup de dé.

Alors quelle doit être son attitude? Je n'en vois pas d'autre que celle-ci : rester sur ses positions traditionnelles qui sont extrêmement fortes, miser sur son idéal qui ne lui a encore pas menti, et si par son action il peut faire pencher la balance dans le tragique conflit qui met aux prises les deux capitalismes à forme démocratique et fasciste, être toujours et de toutes ses forces en faveur de l'événement ou de l'action qui évite le choc.

Or, en ce moment la guerre ne peut être évitée que si les nations repues ou rassasiées consentent à reviser la carte économique et géographique du monde à l'avantage des puissances fascistes. Or, je ne vois pas en quoi ce nouvel équilibre changerait quelque chose à notre idéal, à nos conceptions de lutte de classes et à nos moyens d'action. Penser ou craindre qu'on ne fait pas la part au fascisme est puéril. Ni Hitler, ni Mussolini, ni aucune autre puissance ne digéreront l'impérialisme anglo-français; mais pour celui-ci il a certainement plus à perdre en risquant une hypothétique victoire par une guerre, qu'en acceptant, pas à pas, le nouvel équilibre qui fatalement doit se faire. Le sens profond des réalités, et de la marche de l'évolution que possèdent les capitalistes anglais, en s'engageant dans la voie du recul, prouve qu'ils admettent cette thèse et qu'ils sont résolus à donner de l'air, de la place, et de la substance aux 130 millions d'Allemands et d'Italiens qui étouffent en Europe.

A bien réfléchir, si le déroulement des événements est ainsi prévu, et tout montre que la meilleure solution est encore dans ce sens, le syndicalisme n'a donc à miser en aucun cas et sous aucun prétexte pour l'un ou l'autre clan. Sa meilleure position extra syndicale, si les événements l'obligent à agir, c'est d'appuyer tout mouvement international ou national qui préfère les concessions à la guerre.

⁂

Je ne partage pas non plus, mon cher Louzon, votre avis sur l'impossibilité pour le prolétariat de faire une révolution, sans que « le soir même de celle-ci les troupes d'Hitler et de Mussolini franchissent les frontières ». Je sais bien, hélas! que cette question ne se pose pas dans l'état de confusion et de décomposition où se trouvent les forces prolétariennes.

Néanmoins, je tiens à montrer, par une hypothèse, la part d'erreur que peut comporter cette thèse qui peut être invoquée par les bellicistes d'union sacrée devant le danger extérieur.

Supposons qu'en septembre nous ayons eu au pouvoir un gouvernement décidé à être « ferme », à se conformer loyalement et courageusement à la lettre et à l'esprit des traités. Il s'en est fallu de bien peu. Supposons d'autre part que la C.G.T. et les partis dits révolutionnaires aient été ce qu'ils auraient dû être, ce qu'ils étaient autrefois. Là, il

s'en est fallu de beaucoup, mais l'hypothèse n'est tout de même pas absurde ni impossible.

Supposons que devant le danger de guerre et l'attitude intransigeante du gouvernement, la C.G.T. déclenche une grève de protestation de 24 heures. Elle aurait certes été plus opportune que celle du 30 novembre. En tout cas les instituteurs du Rhône qu'on attaque pour la seule raison qu'ils « ont tort d'avoir raison tout seuls » (1) *auraient tout fait pour sa complète réussite. S'ils ne l'on pas recommandé eux-mêmes c'est que le hasard voulait qu'on fût en septembre. La grève appuyée par tout le pays et principalement par les masses paysannes pouvait parfaitement réussir et obligeait le gouvernement à démissionner. Du coup la situation devenait révolutionnaire et permettait la prise du pouvoir par la C.G.T. mais une C.G.T. révolutionnaire, et décidée à exploiter la situation. Imaginons que ce soit le commencement de la révolution, de notre révolution.*

A ce moment, cela est archi-connu maintenant, les masses allemandes, anglaises, italiennes, etc., vivaient les moments tragiques et angoissants que nous avons tous vécus. Est-il un esprit sérieux, un esprit le moins révolutionnaire possible, qui puisse penser que le lendemain, c'est-à-dire fin septembre, Hitler et Mussolini, même si l'idée criminelle leur en était venue, auraient pu donner l'ordre à leurs troupes de franchir la frontière dans le but d'étouffer une révolution que l'Allemagne, toute l'Allemagne aurait acclamée comme un refus de l'attaquer! Non, n'est-ce pas.

J'estime même qu'une révolution éclatant en France dans de telles conditions serait invincible non par la force armée qu'elle hériterait de sa bourgeoisie, mais par le formidable ébranlement moral que l'événement produirait dans le monde. Je vais même plus loin, j'affirme que ce serait le fascisme qui aurait été frappé à mort.

Mais, je le sais trop hélas! tout cela n'est qu'hypothèse, joli rêve, et par suite discussion assez vaine. Le malheur est que nous en sommes réduits à commenter des événements qui nous échappent, à nous réjouir de certains qui ont nos préférences, à nous lamenter sur nos échecs, à remuer des cendres qui couvrent nos espoirs éteints.

Je pense en terminant au mot du plus grand des pessimistes contemporains, Rémy de Gourmont : « Le plus terrible quand on cherche la vérité, c'est qu'on la trouve ». Je crois qu'il en est de la Révolution comme de la vérité. Trop de révolutionnaires la préparent sans la souhaiter, et même la verraient surgir avec terreur.

Alors, sac au dos contre Hitler et Mussolini, contre le fascisme, pour les libertés démocratiques, pour les Droits de l'Homme! Sac au dos pour l'Internation!

Non.

Ici, dans le Rhône, nous ne marchons pas, nous ne marcherons pas. Le monstre peut même se camoufler en révolutionnaire et se présenter avec notre mot sacré : grève générale, comme le 30 novembre, nous le reconnaîtrons toujours et partout. Nous refusons de prendre tout chemin qui conduit à la guerre.

A bas la guerre! signifie pour nous : à bas la guerre!

⁂

Louzon répondra sans doute à Fontaine dans un prochain numéro, mais je demande à profiter de l'occasion qui m'est offerte d'indiquer que nous avons désapprouvé la position prise par les militants de l'Enseignement du Rhône lors de la grève du 30 novembre. Non que nous ayons quelque crainte que ce soit de la vindicte stalinienne. Mais parce que cette position nous est apparue comme antisyndicale au premier chef.

On peut discuter la grève avant qu'elle soit décidée, on peut même dire qu'on ne l'approuve pas, on peut en discuter une fois qu'elle est finie, mais on n'a pas le droit de ne pas la faire. En aucun cas. — M. Ch.

(1) Delmas, *dixit*, conférence du S.N. du 26 nov.

« Plus que jamais sortir de la nation »

L'article de Louzon « Plus que jamais sortir de la nation », a eu pas mal d'échos parmi nos lecteurs, plus que ses articles précédents sur le même sujet. L'idée mûrirait-elle?

De la correspondance nous détachons cette lettre, parce qu'elle nous vient d'un camarade anglais; celui-ci, qui a naguère habité la France, dut la quitter, y ayant été « interdit de séjour » :

L'idée que Louzon a ébauchée dans son article sur l'internation me paraît représenter le seul moyen d'échapper à l'écueil sur lequel la civilisation s'apprête à sombrer. Une idée qui, par son bon sens, sa justice et son humanité aura l'appui de tout esprit droit et intelligent, mais c'est précisément parce qu'elle est raison, bon sens et justice, que, à notre époque, elle ne sera pas suivie. Si, au lieu de faire une proposition recommandée par la raison et l'équité, vous eussiez proposé quelque bêtise destinée à mieux exploiter les imbéciles au profit de fourbes, on aurait reçu votre projet avec acclamations et salué en vous un novateur bienfaisant et sauveur de la race...

Une paix durable, fondée sur un système politique et économique rationnel ne fournirait plus l'occasion de coups de bourse ni de bénéfices aux taux exorbitants : vice rédhibitoire! De plus, vous dites que l'internation favoriserait la révolution prolétarienne, raison de plus pour que les ploutocrates, qui le perçoivent aussi bien que nous, l'écartent.

Plutôt que de voir la France, l'Angleterre, combinées dans une telle internation, nos dirigeants, malgré leur patriotisme tapageur, préféreraient livrer leur pays à l'annexion par Hitler; quant aux masses anglaises, elles ont si peur de la guerre que les Chamberlain et tutti quanti *peuvent les faire marcher où ils veulent en agitant seulement l'épouvantail de la guerre; elles ont trop peur de la guerre pour prendre des mesures efficaces pour l'éviter.*

JOURNAUX • LIVRES, REVUES

LES VERITES DE WELLS

A un banquet de la Fédération des Libres Penseurs qui eut lieu à Londres il y a quelques semaines, H. G. Wells, le grand romancier socialiste anglais asséna sur la tête de ses auditeurs anglais quelques vérités premières qui sont de toute première actualité. En voici l'analyse d'après la revue anglaise Literary Guide. *(Les remarques en italique ajoutées entre parenthèses sont de nous.)*

M. H. G. Wells remarqua que les libre-penseurs britanniques ne devaient pas fermer les yeux, dans l'actuelle crise mondiale, sur les vices de l'Empire britannique lorsqu'ils apportent des critiques contre d'autres peuples ennemis de la liberté. (*De même, naturellement, pour les Français en ce qui concerne l'Empire français.*) Il faisait particulièrement allusion, dit-il, à la suppression de la liberté de parole aux Indes et au traitement des indigènes en Afrique. (*Et nous aux centaines de Marocains, d'Algériens et de Tunisiens actuellement en prison pour avoir réclamé des libertés élémentaires de la parole, de la presse et de l'association.*) Il déclara qu'il était à fond pour la suppression de l'effroyable tyrannie qui menaçait la civilisation, mais, si la lutte arrive, et que l'hitlérisme sombre, qu'avons-nous de prêt pour mettre à la place?

Les perspectives pour la construction d'une solution durable de la crise actuelle ne sont peut-être pas très brillantes, mais elles dépendent, avant

tout, de la question de savoir si l'opinion publique anglaise parviendra à réaliser pleinement ce fait fondamental : que l'hitlérisme n'est qu'une des nombreuses manifestations d'impérialisme dont l'Empire britannique est une autre (*ainsi que l'Empire français*). Les forces sociales qui poussent Hitler à s'assurer l'hégémonie européenne, et celles qui, dans l'Empire britannique, s'efforcent, par exemple, de briser le mouvement hindou de libération, sont essentiellement du même caractère. Celui que le patriotisme aveugle au point de lui cacher cette identité montre simplement sa profonde ignorance de ce dont il parle. Le problème actuellement posé au monde n'est pas simplement de supprimer le seul hitlérisme, il est de supprimer l'impérialisme en général, y compris l'impérialisme britannique (*et français*).

SEPTEMBRE 38

Ce titre, que j'emprunte à un groupe de femmes intelligentes et courageuses, me servira à couvrir un lot de publications récentes qui, pour être d'intérêt divers, sont indispensables à connaître à qui veut éclaircir en soi la suite de ces événements. Que les deux livres dont il s'agit nous viennent de radicaux et de grands bourgeois, je pense que personne ici ne consentirait à s'en offusquer, car à ceux qui nous ont honnis d'une rencontre fortuite avec Flandin nous avons pu retourner le déshonneur bien plus réel d'une alliance profonde avec Mandel. Nous trouvons dans le livre d'Alfred Fabre-Luce (Histoire secrète de la Conciliation de Munich, chez Grasset : 10 frs), après une analyse minutieuse des conditions faites à la Tchécoslovaquie à Versailles et un exposé très franc du « jeu » des quatre partenaires, une étude précise et passionnée des trois semaines de crise. Quant au livre de Pierre Dominique (Après Munich : Veux-tu vivre ou mourir? chez Stock : 10 frs), qu'il a axé sur cette idée fixe que la France est une puissance coloniale et qu'elle doit songer, au lieu de vouloir jouer un rôle sur le continent, à défendre et à exploiter son Empire, nous y trouvons suffisamment de vérités bonnes à dire et d'informations précieuses pour l'adjoindre au précédent. Enfin, une troisième publication vient ces derniers temps de compléter très utilement notre documentation sur Septembre 38 : c'est le numéro spécial des Cahiers d'Information du Militant, édité par le Syndicat National des Instituteurs, avec le concours de l'Equipe de Vigilance et consacré à l'Evolution de la Crise internationale de 1938 (documents, cartes et revue de presse).

La grande importance de ces livres me semble d'abord consister en ceci qu'ils nous aident à nous représenter avec plus de clarté les rapports de la France avec ses trois alliées : l'Angleterre, la Tchécoslovaquie et la Russie.

Il est d'opinion assez courante et il serait trop simpliste de croire que la France serait uniquement la « cliente » de la perfide Albion, gardée en une tutelle vigilante par « sa gouvernante anglaise ». La subordination n'est pas niable, mais la réalité paraît plus complexe. Voici comme la voit Alfred Fabre-Luce : « Le raisonnement (de la France) est le suivant. Toute guerre franco-allemande crée une menace pour les côtes britanniques. L'Angleterre le sait. Il faut donc lui faire peur en lui annonçant que la France va certainement se trouver entraînée dans la querelle germano-slave. Pour se protéger contre ce danger, elle tentera à la fois d'intimider l'Allemagne en annonçant son intervention et de retenir la France en lui suggérant des formules de transaction. Double assurance de paix. A cette tentative pour placer l'Angleterre « en flèche », le gouvernement britannique va riposter par une tentative inverse pour concentrer sur la France les responsabilités essentielles. Quand on le pressera d'annoncer son intervention dans l'affaire tchèque, il répondra seulement qu'il sera éventuellement obligé de suivre la France ». Qu'elles tiennent tant à s'épauler l'une l'autre, n'est-ce pas le signe de la fragilité qui est au cœur de ces deux diplomaties? « Une façade de carton-pâte », dit Fabre-Luce. « L'Angleterre et la France sont retombées dans leur constante erreur de l'après-guerre, qui fut de défendre avec éclat des positions qu'elles n'avaient pas l'intention de tenir et de ruiner ainsi le crédit qu'on attachait naguère à leur parole ». Et même leurs actes de fermeté, les mobilisations partielles, « ne sont peut-être, aux yeux d'Hitler, qui doute de la résolution franco-anglaise, qu'un nouveau genre de rhétorique ». Que d'excuses, d'ailleurs, n'ont-elles pas, les pauvres démocraties, si handicapées dès qu'elles s'aventurent dans le jeu de la guerre : d'abord c'est Hitler qui attaquerait et la France ne peut riposter, qu'après un certain délai (débat parlementaire, délibération du Conseil de la S. D. N.) ; puis l'Angleterre a bien publié, qu'elle ne ferait rien avant d'avoir consulté ses Dominions. Que d'excuses n'a pas non plus le parti de la paix dans les deux pays, harcelé qu'il est et continuellement sapé par le parti de la guerre (remercions Fabre-Luce d'avoir osé employer l'expression) : dépêche de Vansittart annonçant l'aide certaine de l'Angleterre, visite de Churchill à Reynaud et à Herriot, faiblesse de Daladier à la Conférence de Londres du 25 où il arrive en refusant le memorandum de Godesberg.

L'attitude du gouvernement français envers la Tchécoslovaquie est encore bien plus empreinte de cette faiblesse foncière qui le fait parler fort à la face du monde pour se dérober finalement aux conséquences de ses déclarations. Fabre-Luce analyse impitoyablement les conditions dans lesquelles le nouvel Etat fut constitué : « En 1919, débute-t-il, à la Conférence de la Paix, sept millions de Tchèques demandent à dominer sept millions d'étrangers ». Chose non moins grave que Lansing, le délégué américain, soulignera énergiquement : les lignes de frontières germano-tchèques sont fixées « en fonction de leur valeur stratégique et en vue de la guerre ». Pour éviter les conflits qu'une semblable méthode laisse présager, on se reposera sur la promesse faite par Benès de faire du nouvel Etat « une Suisse perfectionnée ». Vingt ans après, Lord Runciman écrira, dans sa lettre à Chamberlain du 21 septembre : « Je suis resté avec l'impression que le régime tchécoslovaque dans la région des Sudètes, pendant ces vingt dernières années, bien qu'il n'ait pas été d'oppression active et certainement pas « terroriste », a été marqué par un manque de tact, une incompréhension, une intolérance et une discrimination mesquines, au point que le ressentiment de la population allemande s'orientait inévitablement vers la révolte ». Quand à la période de la crise elle-même, on aura une idée des procédés de Prague, quand on apprendra que la mobilisation générale tchécoslovaque s'autorise du refus de Hitler de s'abstenir du recours à la force pendant la durée des négociations, alors qu'à l'heure où l'autorisation en est demandée à Londres aucune information de Godesberg n'y est encore parvenue et qu'au surplus Hitler n'a jamais, à aucun moment, opposé ce refus.

Maintenant que nous abordons notre troisième alliée, la Russie, il faut dire bien nettement que l'aide de Moscou n'est jamais sortie du cercle des promesses vagues et des rodomontades. Je n'ose pas donner tant d'importance que Pierre Dominique à la « manœuvre de Dimitrov » ; mais je ne peux pas oublier que Maurice Thorez a dit à Thiais le 29 octobre : « La classe ouvrière est prête à une collaboration et à un effort dont la première condition nécessaire est l'abandon de toute fonction gouvernementale par les responsables du désastre national de Munich ». Et comment l'U.R.S.S. fût-elle venue au secours des Tchèques : il n'y a qu'une seule voie ferrée (roumaine) entre la Russie et la Tchécoslovaquie, et à cause du transbordement nécessaire à la frontière « La Flèche » du 9 octobre calcule qu'en trois semaines l'état-major soviétique ne pourrait faire passer que six divisions. D'ailleurs, si l'ambassade soviétique proteste un moment contre les termes de lord Winterton (« L'U.R.S.S. s'est contentée des promesses les

plus vagues en raison de sa faiblesse militaire »), il suffit d'un entretien privé pour que Maïsky considère l'incident comme clos, et lord Winterton dira aux Communes : « Je ne puis penser qu'il soit de l'intérêt public, en raison de ce qui s'est passé, d'ajouter ou de retrancher quoi que ce soit à ce que j'ai dit en cette occasion ».

Je voudrais aborder maintenant la question des fausses nouvelles. Ceux qu'on en avait soupçonné l'ont pris de haut et se sont faits insolemment « d'accusés accusateurs ». Mais même si le télégramme Vansittart sur l'aide totale de l'Angleterre et la dépêche Reuter sur la mobilisation générale allemande peuvent se défendre, on ne peut nier l'importance effroyable que pouvait avoir l'interprétation malhonnête du memorandum allemand de Godesberg en le présentant comme radicalement différent du plan franco-anglais de Londres; on ne peut nier l'influence terrible exercée sur l'opinion publique par des « faux » comme celui de « La Lumière », arrangeant la fin du discours de Chamberlain, transposé du conditionnel au présent. N'oublions pas, camarades. N'oublions pas l'activité et l'acharnement des bellicistes, gens de plume et politiciens, en particulier l'infâme Mandel. N'oublions pas les rares pacifistes doués d'influence, même s'ils ne sont pas de nos amis, comme de Monzie. N'oublions pas surtout que le « redressement », la « renaissance » du syndicalisme ne s'opérera que si l'instauration d'une paix peu à peu désarmée nous permet un effort vraiment constructif.

Bernard DENIZET.

LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL DANS LA LUTTE CONTRE LA GUERRE.

Née en pleine guerre 1914-1918 pour mener la propagande pacifiste et ayant déjà l'ambition d'aider au développement d'une culture prolétarienne, la Librairie du Travail a poursuivi pendant plus de vingt ans son dur effort.

En dehors de la diffusion des meilleurs ouvrages du mouvement ouvrier et de la littérature générale, elle a édité, avec des moyens infimes, de nombreux ouvrages destinés à montrer au prolétariat l'inanité de toute guerre capitaliste. Elle l'a fait sans ménager ni individualités ni organisations ni partis politiques, et cela ne lui valut pas que des amitiés.

Elle a publié les plus importants ouvrages contre la guerre : le Livre Noir et l'Abominable vénalité de la presse (documents des archives russes), Poincaré et la guerre de 1914, le Mouvement ouvrier pendant la guerre, etc., et devrait reprendre son rôle au moment où le courant d'opposition à la guerre prend une grande ampleur en raison des événements et grâce à l'activité de nombreux groupements.

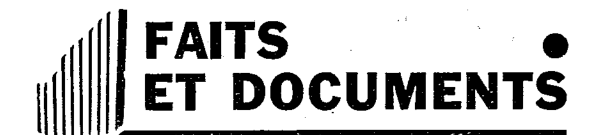
C'est aux militants de ces organisations qu'elle songe en mettant son fonds à leur disposition afin de les alimenter d'arguments sérieux pour leur lutte contre la guerre. Et elle n'offre pas seulement des livres d'un grand intérêt — dont la valeur reste entière — mais elle en rend aussi l'acquisition facile puisqu'elle en réduit le prix de plus de moitié : un choix d'une valeur de 255 frs pour 120 frs net rendu à domicile. Voici la composition de ce colis :

Isvolsky. — Un Livre Noir, 4 vol., période 1914-1917	65.—
Raffalovitch. — Abominable vénalité de la presse	25.—
Dupin. — M. Poincaré et la guerre de 1914	15.—
Dupin. — Le règne de la bête	9.—
Maupas. — Le fusillé (Souain)	12.—
Morhardt. — Les preuves. Le crime de droit commun, le crime diplomatique	15.—
Morhardt. — L'Angleterre a voulu la guerre	5.—
Morhardt. — Les savants américains devant le problème des origines de la guerre	4.—
Guasson. — Heures maudites	10.—
Hobey. — La guerre?... c'est ça!...	18.—
Civrieux. — La muse de sang	3.—
Luxembourg. — Lettres de la prison	5.—
Praux. — Immobilosto!	12.—
Rosmer. — Le mouvement ouvrier pendant la guerre. De l'Union sacrée à Zimmerwald	45.—
Brochures et plaquettes diverses sur la guerre	12.—
	frs 255.—

Nous ne doutons pas que cette offre puisse faciliter notre effort commun, et pour la Librairie du Travail elle est aussi une aide salutaire et la compensation de son activité persévérante durant des années difficiles.

Les commandes doivent être adressées par chèque postal Libraire du Travail N° 43-08, Paris. Un colis sera offert gratuitement à tout camarade qui nous fera parvenir le montant de cinq colis. L'envoi contre remboursement sera majoré des frais (8 frs). Le colis peut être payé en trois fois : 55 frs à la commande et deux traites mensuelles de 40 frs.

Pour tout renseignement complémentaire écrire à : LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e). — Téléphone : BOT. 08-02.



Ce que veulent les Camerounlens : leur liberté

Nous empruntons à l'excellente revue anti-impérialiste anglaise, Empire, *les renseignements suivants sur le Cameroun, l'ancienne possession allemande devenue mandat français et anglais :*

Sait-on que, de tous les pays colonisés de l'Afrique, le Cameroun est le seul, avec la Côte de l'Or, qui n'est pas tombé sous la domination de l'homme blanc par la force des armes? Un traité de commerce, d'une durée de 30 ans, fut simplement signé entre le principal chef du Cameroun et un représentant de l'Allemagne, et c'est par ce moyen que l'Allemagne entra ensuite en possession de ce vaste pays. On peut appeler le Cameroun l' « Afrique la plus noire », (1) car maintenant encore il y a, à l'intérieur, des régions dont les indigènes n'ont jamais vu de blanc. Ils ont simplement « entendu parler » de lui.

Grand comme deux fois la France; plus de 450 langues différentes; une sculpture indigène qui est parmi les plus belles d'Afrique; une musique sur tambours sans rivale; un peuple robuste et intelligent dont beaucoup de jeunes gens des villes parlent l'allemand, le français et l'anglais, car, disent-ils « nos pères apprirent l'allemand et il y a encore beaucoup d'Allemands ici, il nous faut maintenant savoir le français, et l'anglais a toujours été la langue de commerce » — tel est le Cameroun.

Vers le milieu des années 1880 le chef indigène

(1) Allusion au titre du récit de Stanley : « Dans l'Afrique la plus noire ». (*Note du traducteur.*)

Rodolphe Manga Bell accepta de signer avec l'Allemagne un traité de commerce, purement commercial, de 30 ans, renouvelable avec le consentement des deux parties. Peu avant la guerre mondiale, Manga Bell estima nécessaire de protester d'urgence auprès de l'Allemagne contre les pouvoirs que celle-ci s'était arrogés dans le pays et qui sortaient tout à fait des clauses du traité; pour cela, il envoya à Berlin son plus haut fonctionnaire.

Cet homme fut très mal reçu : il revint en racontant la manière stupide et méprisante à la fois dont le gouvernement allemand regardait les richesses des noirs, et quel cas il faisait des accords entre les blancs et les noirs soi-disant passés cependant sur un pied de stricte égalité. Le chef Bell protesta, mais en vain. La question du renouvellement du traité approchait. Brutalement l'Allemagne se saisit de cette occasion, et quelques semaines avant que la guerre mondiale éclatât, elle arrêta Manga Bell, le chef honoré et honorable de son peuple. Après l'avoir emprisonné, elle l'exécuta. D'autres exécutions, brutales et persécutions suivirent sa mort.

Laissons maintenant parler un indigène du Cameroun :

« Ces événements se produisirent durant l'été de 1914. Mon pays fut, aussitôt après, plongé dans la guerre parce que l'Allemagne s'en était emparé au moyen de ce traité qui avait paru une chose honnête au moment où il avait été signé. Les troupes et les flottes françaises et anglaises attaquèrent les Allemands qui essayèrent alors de lever une armée indigène pour se défendre. Mais le peuple ne désirait nullement se battre pour les Allemands détestés. L'armée allemande était très faible relativement, bientôt elle ne reçut plus de munitions d'Allemagne, et elle dut abandonner la lutte.

« La plupart des soldats allemands passèrent tout simplement dans la Guinée espagnole, qui borde le Cameroun au sud, et dont on leur ouvrit la frontière avec empressement.

« C'est ainsi que le Cameroun tomba en pouvoir des Alliés pour le restant de la guerre. Et maintenant nous qui n'avons jamais été conquis, nous qui sommes légalement des hommes libres, nous sommes dépossédés de notre indépendance, comme le sont tous les autres Africains. »

Un mandat B (2) a été donné à la France sur les deux tiers du Cameroun par la Société des Nations; l'autre tiers, celui du nord-ouest fait l'objet d'un mandat britannique.

Ce que les habitants du Cameroun espèrent et réclament est ceci :

1° *Que le mandat sur leur pays soit converti en un mandat A;*

2° *Qu'ils aient la liberté de la presse et celle de réunion;*

3° *Qu'ils aient le droit syndical;*

4° *Qu'on leur donne une instruction meilleure, davantage d'hôpitaux, et de l'aide pour l'agriculture.*

Ils avaient espoir, naturellement, que la France du Front populaire de 1936 leur prêterait une oreille bienveillante. Hélas!

Un autre Camerounien nous disait : « Rester « Français », ou devenir « Allemands » ? Les Allemands nous coupaient la tête, mais ils nous donnaient des écoles et nous assurèrent certains progrès. Les Français nous oppriment et ne font rien pour améliorer notre condition. Ce que *nous* voulons, c'est *notre liberté* ».

C'est un fait bien connu en France que les agents allemands nazis sont très actifs au Cameroun.

(2) On sait que les mandats coloniaux sont divisés en plusieurs catégories selon le degré d'« évolution » du pays sous mandat. Le mandat A est le plus favorable; il prévoit que la puissance mandataire doit préparer le pays sous mandat à l'indépendance. C'est le mandat qui a été donné sur la Syrie par exemple. (*Note du traducteur.*)

Si la politique coloniale française était intelligente (et ceci s'applique également à la politique britannique), elle accentuerait, en prévision de la prochaine guerre, la justice et la liberté aux millions d'indigènes de ses colonies, depuis les Antilles jusqu'à l'Afrique du Nord (le fascisme, italien et allemand est tout particulièrement actif, et avec un certain succès, chez les musulmans du Maroc, d'Algérie et de Tunisie).

Aussi longtemps que l'impérialisme français restera ce qu'il est, il sera difficile aux millions de Sénégalais, de Soudanais et autres nègres qu'on appellera à combattre dans la prochaine guerre, de discerner où est « le moindre mal » : la France ou l'Allemagne nazie.

Les résolutions du Cercle syndicaliste lutte de classe

Un ami de Thonon nous avait fait le reproche, au moment du congrès de Nantes, de n'avoir pas publié les résolutions du Cercle syndicaliste lutte de classe, résolutions présentées au congrès par le camarade Serret. Nous lui répondîmes que les textes en question ne nous avaient pas été envoyés, mais que nous étions cependant disposés à les reproduire, fidèles en cela à la ligne de conduite de la R.P. Avec un peu de retard imputable à une circonstance indépendante de notre volonté, voici ces deux résolutions :

I. — Contre la guerre.

Considérant que le militarisme, le fascisme et la guerre sont les produits naturels du capitalisme et de la concurrence impérialiste, que la lutte contre la guerre est inséparable de la lutte de classe contre le capitalisme, qu'il revête une forme démocratique ou fasciste;

Le congrès confédéral rappelle :

— Que la lutte contre le capitalisme dans notre pays suscite et renforce la lutte de classe dans les autres pays;

— Que la lutte contre la guerre est indissolublement liée au principe de l'internationalisme prolétarien;

— Que la défense nationale est la défense des intérêts capitalistes et que la sauvegarde des libertés ouvrières et leur élargissement ne peuvent être assurés que par le maintien et l'élargissement des conquêtes sociales.

En conséquence, il déclare :

— Que toute tentative visant à entraîner les travailleurs dans une guerre impérialiste, sous les prétextes de défense nationale ou de la défense des démocraties bourgeoises contre le fascisme, doit être combattue énergiquement.

D'autre part, considérant :

— Que la préparation à la guerre conduit à la réduction progressive des libertés jusqu'à leur suppression par la mobilisation;

Le congrès confédéral se prononce :

— Pour l'accentuation des luttes revendicatives et, notamment, contre toute heure supplémentaire pour la « défense nationale »;

— Pour la libération des peuples coloniaux;

Et, sans accepter ni justifier la servitude militaire;

— Pour la réduction immédiate du temps de service militaire et pour l'amélioration du sort des encasernés.

Il dénonce les phrases trompeuses sur le « désarmement général et simultané » et sur la tenue d'une conférence des gouvernements capitalistes capable de régler pacifiquement leurs antagonismes insolubles. Comme le montre la faillite de la S.D.N., ce désarmement et cette procédure pacifiques sont, en effet, incompatibles avec l'exploitation de l'homme par l'homme.

La lutte contre la guerre et le fascisme se confond avec la lutte pour la révolution sociale; elle ne sera menée dans tous les pays qu'avec une fédération syndicale internationale et des centrales syndicales ayant un programme révolutionnaire, et réalisant ainsi la véritable unité syndicale internationale.

Cette unité ne saurait se comprendre avec des

organisations soi-disant syndicales directement inféodées à l'Etat.

La C.G.T. fera reculer la guerre en affaiblissant le capitalisme et se refusant à toute guerre impérialiste, elle déclare que, pendant et après la mobilisation, la lutte de classe continue.

II. — Sur l'indépendance syndicale

Le congrès affirme à nouveau la raison d'être du syndicalisme : l'action de classe pour la disparition du patronat et du salariat.

Il se déclare pour l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques, de tous groupements extérieurs (franc-maçonnerie et autres), des gouvernements, des Etats, contre la défense nationale.

Cette indépendance s'étend aux coalitions politiques telles que le front populaire.

En conséquence, il se prononce pour l'interdiction à tous les échelons du mouvement syndical, du cumul des mandats politiques ou fonctions dirigeantes dans les partis, ainsi que des délégations syndicales dans les organismes du patronat et de l'Etat.

Opposé à la mainmise de toute bureaucratie dans le mouvement syndical, au gaspillage et à l'arbitraire qui en résultent, il s'affirme pour la réduction du nombre des permanents et leur nonrééigibilité.

Attaché, en fait et non en paroles, au respect de la démocratio syndicale, à la liberté d'expression et de représentation des tendances dans les organes et organismes syndicaux, il reconnaît :

— Le droit d'existence des minorités;

— La représentation de celles-ci dans les différents organismes de direction et de contrôle;

— L'utilité des tribunes libres dans tous les bulletins et journaux syndicaux;

— La représentation directe des syndicats aux congrès départementaux, fédéraux et confédéraux;

— La souveraineté des assemblées syndicales de base, en particulier pour le déclenchement et la conclusion des actions revendicatives.

Ces conditions réalisées sont la garantie de l'unité dans la C.G.T.

La C.G.T., libérée de la tutelle des partis, de l'Etat et de la bureaucratie paralysante, s'affirme résolue à lutter sur son terrain spécifique pour les revendications urgentes des salariés;

— Défense du pouvoir d'achat, par l'échelle mobile des salaires, traitements, pensions, retraites et allocations de chômage;

— Retraite pour les vieux travailleurs et constitution d'un fonds national de chômage à charge du patronat et de l'Etat;

— Maintien et extension des avantages acquis, conventions collectives, congés payés, droits des délégués d'atelier, etc.

— Respect intégral des 40 heures, contre toute dérogation ou récupération, et pour la généralisation de la loi à toutes les industries et administrations;

— Le contrôle ouvrier sur la production, contrôle sur l'embauchage et le débauchage, abolition du secret commercial;

— Contre l'arbitrage obligatoire, le « statut moderne du travail », la réquisition;

— Pour la reconnaissance du droit syndical et de grève aux fonctionnaires;

— L'exercice du droit de grève sans restrictions;

— La défense du droit d'asile. le soutien de l'action des travailleurs immigrés et coloniaux, la reconnaissance du droit syndical à ces travailleurs;

— La solidarité effective à l'égard des vistimes de la répression capitaliste, gouvernementale et administrative.

Le congrès de la C.G.T. se prononce contre tout plan de collaboration des classes;

— Pour la rupture avec le front populaire;

— Pour un programme d'action ouvrière conforme aux traditions et aspirations du syndicalisme de lutte de classe.

Francesco Ghezzi est-il mort ?

L'ouvrier italien (repousseur en métaux) Francesco Ghezzi, dont nous avons souvent entretenu nos lecteurs, a disparu depuis novembre 1937 dans le gouffre des prisons et des « isolateurs » russes. De nombreux efforts ont été faits, mais en vain, pour retrouver ses traces.

Une lettre recommandée a été envoyée le 14 février à Moscou à Mme Pechkova, chargée officiellement naguère du secours aux prisonniers politiques en U.R.S.S., et elle lui est parvenue le 19 du même mois, d'après les renseignements fournis par la poste. Cette lettre est restée sans réponse : il paraît que Mme Pechkova, trop honnête, a été privée de ses fonctions.

On eut recours ensuite (le 24 avril) à un envoi d'argent, fait par l'intermédiaire de la *Banque commerciale pour l'Europe du Nord*, 26, avenue de l'Opéra, à Paris, qui se charge de ces envois aux prisonniers russes. Trois mois après, le 18 juillet, la Banque faisait savoir en ces termes que l'argent n'avait pas été remis au destinataire : « Nous sommes avisés par notre correspondant que le montant du transfert ci-dessus n'a pas été réclamé par le bénéficiaire ». Cette formule équivoque pourrait dissimuler la mort de Ghezzi. Mais ce qui tend à nous rassurer, c'est que la somme n'a pas été restituée à l'envoyeur malgré sa demande.

Voici quelques nouveaux détails sur la vie de Ghezzi (tirés des pièces du procès de l'attentat du Diana, dans lequel il avait été impliqué) : il est né exactement le 4 octobre 1893 à Cusano sul Seveso, près de Milan. Dans l'affaire du Diana, on l'accusait avec deux camarades d'avoir eu l'intention de faire sauter un pont de chemin de fer : ces deux camarades, qui étaient présents au procès, furent acquittés, sur la demande même du ministère public, qui abandonna l'accusation (24 mai — 19 juin 1922). L'innocence de Ghezzi devenant par suite évidente, le gouvernement allemand fut obligé de refuser l'extradition de Ghezzi que réclamait le gouvernement italien.

J. M.

ENTRE NOUS

Soutien Décembre 1938.

Lippe, 10; Godonnêche, 50; Bayard, 100; Poulet, 50; M. D., 110; Vidal, 50. Total : 370 francs.

Souscription Décembre 1938.

Gavard (Paris), 10; Chantesais (Paris), 5; Toulorge (Manche), 10; A. Pelletier (Seine), 5; Thève (Loire), 10; Lelievre (Vendée), 20; Bourgeois (Seine), 20; Bataille (Seine-et-Oise), 5; Lorient (Seine), 10; Pellerin (Seine), 10; Monnier (Jura), 5; Chalaye (Paris), 10; Delignat (Seine-et-Marne), 5; Béranger (Seine), 10; J. B. (Saône-et-Loire), 30; Autuche (Haute-Loire), 20; Farvacque (Nord), 5; Bordes (Rhône), 10; Goujon (Seine-Inférieure), 20; Deler (Gironde), 10; Dupuy (Seine), 20; Bellemin (Paris), 10. Total 260 francs.

Abonnements nouveaux : Décembre 1938.

Paris, 4; Gironde, 3; Loire, 1; Meurthe-et-Moselle, 5; Belgique, 1; Suisse, 1. Total : 15.

Le gérant : M. CHAMBELLAND

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)